

chimérique politique nationale de l'énergie. A mon avis, et je suis certain qu'on s'en rendra compte le mois prochain, ce bill permettra au gouvernement de créer une société dont il pourra se servir comme élément de persuasion lors des entretiens sur l'énergie qui doivent avoir lieu vers la fin de la semaine. A mon avis, le ministre de l'Énergie veut cette nouvelle société pour pouvoir dire au premier ministre Lougheed que sa société est plus grosse que la sienne. On s'attend déjà à ce que cette conférence sur l'énergie ressemble davantage à un affrontement qu'à une conférence, sentiment que nourrissent et entretiennent le ministre de l'Énergie et ses collègues.

Il ne sert à rien au ministre de l'Énergie de se plaindre que l'Alberta s'est lancée dans la prospection et l'exploitation des sources d'énergie. Elle y a été forcée pour se protéger, pour protéger les habitants de la province de la mauvaise administration du gouvernement fédéral et du dur traitement que lui ont fait subir les sociétés. Nul n'ignore que le gouvernement fédéral a eu pour politique, ou peut-être pour non-politique, de déséparer les grandes sociétés du domaine énergétique par ses changements constants aux politiques fiscales, surtout en ce qui a trait à la prospection et aux autres genres d'entreprises aventureuses.

Nos gouvernements ont toujours eu pour principe, et à juste titre, de laisser les entreprises comportant de grands risques au secteur privé. L'argent perçu par le gouvernement sous forme de taxes, d'impôts et autres, est une fiducie. Les fonds et autres valeurs détenus en fiducie ne peuvent être investis dans des entreprises comportant des risques et il incombe en fait à ceux qui détiennent ces fonds en fiducie de s'assurer qu'ils ne le sont pas sans le consentement du propriétaire. Ce que je veux dire, c'est que le ministre parle des 1.5 milliard de dollars de deniers publics qui serviront à financer la société nationale des pétroles comme s'il s'agissait de son propre argent. J'aimerais clarifier la question avec quelques mots bien choisis. Ce n'est pas son argent, mais de l'argent qui appartient aux contribuables canadiens, et nous en sommes les fidéi-commissaires.

En plus du demi-milliard de dollars qui serait octroyé pour financer directement la compagnie, le ministre propose de l'autoriser à réunir un milliard de plus au moyen de ce qu'il appelle le relèvement de la dette. Il a ensuite déclaré que le gouvernement fédéral soutiendrait la compagnie lorsqu'elle chercherait à augmenter ses capitaux en contractant d'autres dettes. Il n'y a rien de tel, monsieur l'Orateur, que d'encourager une nouvelle bureaucratie à grossir avant même qu'elle ne soit créée.

Le ministre a dit en termes ronflants comment les Canadiens seraient les actionnaires de la nouvelle compagnie. Cela veut-il dire que le ministre convoquera chaque année une assemblée des actionnaires? Cela veut-il dire que le Canada aura la plus grande salle de conférence du monde qui puisse accueillir 22 millions de personnes à une séance? Cette nouvelle salle pourrait peut-être s'appeler «Con-Can» pour accommoder les actionnaires de la «Oil-Can». Non, monsieur l'Orateur, le ministre n'envisage nullement de convoquer une assemblée annuelle des actionnaires de la nouvelle compagnie. Il aurait dû appeler cette compagnie «Con-Can» car, à mon avis, puisque nous n'avons pas encore de gouvernement socialiste, ce bill est le plus mauvais tour que le ministre ait jamais joué aux Canadiens.

Le ministre prétend ensuite que la société Petro-Can jouerait un rôle social et ajoute qu'elle veillerait tout particulièrement à éduquer et former les autochtones dans

Péto-Canada—Loi

le secteur pétrolier. Si le ministre s'efforce par là de justifier le Petro-Can, il a encore manqué son but. Mes collègues de ce côté-ci de la Chambre et moi-même, avons depuis longtemps l'impression que nous avons déjà des établissements d'enseignement et de formation très satisfaisants au pays. Dans l'ensemble, j'estime que notre système d'enseignement et nos établissements de formation technique et commerciale sont assez bons. Je ne pense donc pas que Petro-Can puisse se justifier sur cette base.

Mais dans son discours du 12 mars, le ministre est encore allé plus loin. Il a dit que le secteur privé avait fait un admirable travail par le passé en prospectant et en exploitant des gisements de pétrole et de gaz. Toutefois, il dit que le gouvernement ne peut désormais compter vraiment sur le secteur privé. En fait, dit-il, l'entreprise privée pourrait être incitée à quitter le Canada et à aller dans des pays où les possibilités d'investissement sont plus attrayantes.

Le ministre touche certainement là à une vérité, mais, avec beaucoup d'habileté, il n'en présente que le côté négatif en dehors de tout contexte. La vérité est que le gouvernement a fait tout son possible pour décourager au maximum les investissements de capitaux de spéculation. Je dois l'avouer, les tracasseries suscitées au secteur privé par le gouvernement fédéral depuis deux ou trois ans me semblent voulues, elles étaient destinées à amener la présentation du bill. Lorsque le ministre de l'Énergie, des Mines et Ressources déclare dans son discours en faveur du bill C-8 qu'on ne peut plus compter sur le secteur privé pour réunir les énormes capitaux nécessaires à la prospection du pétrole et du gaz, il veut dire qu'en réalité le gouvernement reconnaît l'efficacité de sa campagne contre le secteur privé.

Lorsqu'il déclare qu'à son avis la majorité des Canadiens désire une société comme la Société nationale des pétroles, il n'exprime que son propre désir et rien de plus. Ni lui ni personne d'autre n'a tenu de référendum national pour savoir si les Canadiens veulent voir leur argent remis entre les mains d'autres bureaucrates, libres de l'utiliser selon leur bon vouloir. A en juger par la montée en flèche du budget national depuis dix ans, nous courons déjà un certain risque en remettant l'argent du contribuable au gouvernement. Il serait trop risqué de lui confier d'autres milliards pour qu'il les lance dans la prospection et l'exploitation des ressources naturelles. Car ces activités comportent de gros risques auxquels le secteur privé est habitué. On a eu mille fois la preuve que les gouvernements ne peuvent faire aussi bien ou à aussi bon compte.

● (1540)

Pour plusieurs très bonnes raisons, je ne peux tout simplement pas approuver le bill C-8. Premièrement, le ministre a parlé abondamment des projets de la nouvelle société et des possibilités qu'elle offre, mais il n'a rien dit pour essayer d'en justifier l'existence. Ni le ministre ni personne d'autre n'a encore prouvé qu'il nous faut une société d'État pour doubler le secteur privé ou entrer en concurrence avec des sociétés pétrolières privées établies depuis longtemps.

Si le gouvernement veut s'engager, qu'il s'attache à résoudre certains problèmes importants qui s'aggravent progressivement pendant qu'il cherche à conquérir de nouveaux mondes. Nous devrions essayer de maintenir au travail les gens qui détiennent des emplois et de trouver des emplois pour tous ceux qui veulent travailler mais qui ne peuvent pas trouver d'emploi convenable. Il y a également le problème de l'inflation; le gouvernement semble